

DIRECTORATE OF LEGAL ADVICE
AND PUBLIC INTERNATIONAL LAW

PUBLIC INTERNATIONAL LAW
AND TREATY OFFICE DIVISION

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

\$ % ## &
' (

!" #

_____))

* +

& . % ! - . + 2 3 ! " 0 # " 1 ,

4 % 1
% +

% #

4 % 1
)%)

%

\$
4

2 3 ' \$ 4)
- /

3 % + .

. 5 % &

& 1 + +

- " & . " & " * " #, / " "6 "
3 5 7 . " 8 . % - + . 9 2 & 4





2 2 3 ' 1

!! " " " " # "
. % ! " & ! " 0 # 1
" \$ % &

!! " " " " "
! ! " ; " ! " 0 <
(!'
=====

\$. 4
\$? 4 ?

! !

! " "

4 % % . % / ! % % + & + . - , 1
-! + - + 2/ ! % @ - * % +

& . !) ++ . 1 + 1 / ! % + . % "
+ / 1 / ! % + % - & , &
- . + - / , + . . 1 A + . ! &
, - . + - / , after the " amended Conventio
5 + 5 ++) . " ! . 4 < ! * % , +
& + - 1 -! + - + 2/ ! % @ - * % +
" CRS MCAA" # on B

& . ! " - " + . . & % % %
. + 5 + . . & / ! ! % # A 1 " 5
/ . " % . + 5 ! # 1 ! % %
1 % 5 ! 5 + . . & . % 1 5 + A +

& . ! - % + . . & . % % 1 5 + A +
+ 1 ! + . . & % % % . +
/ . ! / B

, . % % + + 1 1 1. < + . . & 5 5
/ . ! / % / ! < ! < . % 5 5 + . . &
% % " C " ! < . % 5 &
% / ! 1 1 . . +
% / . ! ! ! / ! ! % # 1 % %

- D 5 . ! ! / ! A 1 . . & + 5 . % +
. - % + . . & & \$, & -- % + 5 A 1 5 +
/ . ! / % . % % B + . . & %

@ % + D 5 .! ! " % " 5 A 1 + . . & 5 / !
% + . - % + . . & / . &\$,&-- + / !
A . / ! . % %% B + . . &
\$! ! % + . . - % + . . & &\$
,&-- + 1 . % 5C 1 ! < . ! < . ! < +
5 . + &\$ B ,&-- . % 5 . ! < . +
& % + ! 1 % < . (% &+\$. - %
+ . . & &\$,&--" 5 (% + (C! % 5 %
- 0 % + . . & " . 1 ! + % &\$,&--" . !
! / % ! < . 5 % + " B %
) . + . . & % % . 5 +
&\$,&-- % .+ &\$,&-- 5) "% / A +
! + . . & 5 % + + . + " % / ! < .
) . + . . & % % % .+ + . +
- 0") 5 . A + . . & / 5 % +
! < . " 5 (C% 5 . % +
/ ! . &\$,&-- 5 ! . % . ! < .
&\$,&--

! !

\$ % \$ \$ \$
I ' OCDE I sri gnndt ulræ de I ' & ! " "

Déclaration relative à la date d'effet pour les éc
multilatéral entre autorités compétentes concernant
/ + %

& .? C) pris l'engagement d'échanger automatique
; . et que, pour être en mesure d'échanger automa
de l'article rnant l'assistance administrative mu
qu'amendée par le Protocole modifiant la Convention d
+ E % (E &F + .G % +?+ . elle s'est
!!?") signé une Déclaration d'adhésion à l'Ac
compétentes concernant l'échange automatique de ren
(E IF' AMAC GNCD < B

& .? C " % +?+ ; 28(6), la Convention amendée s'
administrative couvrant les périodes d'imposition qu
l'année qui suit celle durant laquelle la Convention
ou, en l'absence de période d'imposition, elle s'app
! % < " Ejanvier de l'année qui
laquelle la Convention amendée est entrée en vigueur

Considérant que l'article + .? ? C . / A
convenir que la Convention amendée prendra+ effet po
portant sur des périodes d'imposBtion ou obligations

& C . ! + l + < .
Convention amendée que pour ce qui concerne des périod
< . C & + .? C "
juridictions émettrices pour lesquelles la Convention
d'imposition ou les obligations fiscales Ejanvier de l'année
B

Reconnaissant qu'une CoParreté onxiamteantée à polu arait recev
des renseignements 6mdevrat uCodevent à onicalme dée et de l
concerne des périodes d'imposition ou des obligation
Convention amendée si les deux Parties déclarBnt s'en

Reconnaissant en outre qu'une nouvelle partie à la
Partie existante des renseignements Convention amende aré
pour ce qui concerne des périodes d'imposition ou de
dans la Convention amendée si les deux Parties décl
d'efB et

Reconnaissant que les renseignements reçus+ e. n? vertu
l'AMAC NCD peuvent donner lieu à des demandes de suivi
< . ?+ " C +l+ ? . . .? C C
juridiction émettrice a échangé automatiqueBment des r

Confirmant que la capacité d'une juridiction de trans
. l'arbtidcel el a Convention amendée et de l'AMAC NCD, ai
demandes de suivi formulées. en&applicati?o'h de?! l'arti
dispositions de l'AMAC NCD, y compris les <période?+ de
qui y figurent, quelles que soient les périodes d'ir
. /C ! + B

J) .? C & ndée s'applique conformément aux
NCD pour ce qui concerne l'assistance administrative
A ; & + .? C % . .? + " C
périodes d'imposition ou les obligations fiscales
! +

J) .? que la Convention amendée s'applique aussi
.+ ? 0") A ; & + .?
C % . .? + " C C 'imposition ou les
% < . /C ! +
assistance porte sur des demandes de suivi relatives
3&4 ? .éclaration de la juridiction émettrice c